

risque, à relativement brève échéance, d'être à nouveau atteinte, il faudrait prévoir un sursis de quelques mois. Un second problème provient des pertes d'emplois en cas de suppression de classes-passerelles. Si l'enseignant concerné est nommé, il y aura réaffectation, avec tous les problèmes que cela engendre dans l'école où il sera réaffecté. Dans ce cas, la solution sera moins facile à trouver; elle serait néanmoins plus aisée si le sursis dont je viens de parler devenait une réalité.

Ces deux petits bémols n'empêcheront pas le groupe MR d'émettre un vote positif conforme à celui qu'il avait émis en 2001.

M. le président. – La parole est à Mme Corbisier.

Mme Anne-Marie Corbisier-Hagon (cdH). – Monsieur le président, madame la ministre-présidente, chers collègues, M. Marc Elsen s'est très bien exprimé en commission quand il a qualifié le projet de décret d'avancée incontestable. Les élèves primo-arrivants peuvent maîtriser davantage la langue française grâce à ces classes-passerelles, ce qui constitue, tout le monde en conviendra, un préalable indispensable aux autres apprentissages. Selon lui, les classes-passerelles constituent des mesures de prévention. Il faut remarquer que c'est l'augmentation des crédits budgétaires qui permet de consacrer cette mesure. Une question subsiste cependant. Quelle est la situation des établissements qui accueillent des primo-arrivants, mais qui ne répondent pas aux conditions requises pour créer ces classes-passerelles ?

Madame la ministre-présidente, je sais que vous êtes d'accord avec moi puisque vous m'avez répondu au mois de janvier à ce propos. Je pense cependant qu'il est de notre devoir de souligner la distorsion des politiques francophones. Je désire insister une fois de plus sur le paradoxe existant entre la politique de Mme Vienne par rapport aux primo-arrivants et la nécessité de politiques croisées, que l'on n'amplifie pas mais que l'on « détériore » bien souvent. Il est de mon devoir, faisant partie de la majorité, de souligner cette distorsion et d'essayer avec vous – vous faites partie de deux gouvernements – de renverser la vapeur pour éviter que ces politiques différentes créent un préjudice au détriment des personnes auxquelles nous devons prêter toute notre attention.

M. le président. – La parole est à Mme Marie Arena, ministre-présidente.

Mme Marie Arena, ministre-présidente chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale. – Monsieur le président, l'exposé du rapporteur était parfait et je n'ai donc rien à y ajouter.

M. le président. – Plus personne ne demandant la parole, je déclare close la discussion générale.

11.2 Examen et vote des articles

M. le président. – Nous passons à l'examen des articles. Je vous propose de prendre comme base de discussion le texte du projet de décret tel qu'adopté par la commission.

Quelqu'un demande-t-il la parole sur l'un des articles du projet ? (*Non.*)

Les articles sont donc adoptés. (*Ils figurent en annexe au compte rendu de la présente séance.*)

Il sera procédé à 16 heures au vote sur l'ensemble du projet.

(*Mme Françoise Schepmans, première vice-présidente, prend la présidence du parlement*)

12 Entente entre le Parlement de la Communauté française de Belgique et la Chambre des Représentants du Royaume du Maroc instituant un Comité mixte de coopération inter-parlementaire - Résolutions adoptées par le Comité mixte en sa 3ème session

12.1 Discussion

Mme la présidente. – La parole est à M. Istasse qui va nous présenter les résolutions adoptées par le Comité mixte.

M. Jean-François Istasse (PS). – Trois ans se sont écoulés depuis la signature de l'Entente instituant ce comité mixte entre nos deux assemblées. La régularité des rencontres est manifestement la preuve de l'importance et de l'excellence des relations qui unissent le Royaume du Maroc et la Communauté française de Belgique.

Cette fois, comme lors des sessions précédentes, nous avons veillé au suivi du programme de coopération bilatérale entre le gouvernement de la Communauté française de Belgique et le gouvernement marocain. Dans ce cadre, nous avons entendu le bilan des travaux récents de la commission mixte qui nous a été présenté par M. Gonfroid, représentant de Mme Simonet, vice-présidente et ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales, et par M. Sougnez, chef de Pupitre des Relations bilatérales Maghreb et Proche-Orient auprès du CGRI.

Le temps consacré à l'analyse de la situation institutionnelle et politique, tant au Royaume du Maroc qu'en Communauté française de Belgique, a permis d'approfondir nos connaissances sur le processus démocratique entamé au Royaume du Maroc.

La lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale a fait l'objet d'échanges à la fois fournis et fouillés et ce, après l'audition de Mme De Boe. La directrice du Service fédéral de lutte contre la pauvreté et la précarité nous a présenté le rapport de décembre 2005 intitulé « Abolir la pauvreté. Une contribution au débat et à l'action politique. »

Soulignons que deux thèmes spécifiques ont été abordés : l'analphabétisme et la lutte contre le VIH-sida

Après avoir explicité à nos hôtes la formation professionnelle, les membres du Comité mixte de coopération interparlementaire se sont rendus au centre d'éducation et de formation en alternance de Morlanwelz afin de rencontrer M. Robert, chef d'atelier, et Melle Maes, professeur, qui, avec leurs élèves, ont réalisé un projet d'échanges de savoir-faire avec une école marocaine. De plus, ils préparent actuellement une campagne de prévention contre le sida qu'ils mèneront en mai prochain et qui est destinée à toucher la jeunesse marocaine. Cette rencontre a été l'occasion pour le corps éducatif de ce CEFA de nous faire part de son souhait de consolider les échanges ainsi initiés. À cet égard, le Comité mixte réfléchira sur la possibilité de créer un réseau d'échanges interscolaire.

Les travaux ont été clôturés par l'adoption de trois résolutions que je vous propose d'adopter en attirant votre attention sur le fait que l'une d'entre elles condamne l'enlèvement et la séquestration en Irak de deux citoyens marocains.

Il me reste à remercier les membres du Comité mixte, les collègues qui ont bien voulu participer à ces réunions très studieuses, très fournies, qui ont donné lieu à des échanges très intéressants avec la délégation de la Chambre des représentants du Maroc, menée par son président. Je tiens aussi à remercier les collaborateurs du parlement, le greffier, les membres du Service des relations interparlementaires pour les efforts fournis, ainsi que la ministre-présidente, Mme Arena, qui a organisé la visite à Morlanwelz.

Mme la présidente. – La parole est à M. Galand.

M. Paul Galand (ECOLO). – Je me réjouis que ce soit le président de notre parlement qui ait présenté le texte sur lequel nous allons voter tout

à l'heure. Tout comme lui, je voudrais souligner l'importance de cette coopération.

Nous savons combien sont nombreux les jeunes de notre pays qui entretiennent des liens de tradition culturelle avec la population du Maroc et combien il importe qu'au-delà des textes, des échanges citoyens s'opèrent. Comme le rapport l'a mis en évidence, il ne s'agit pas simplement d'un exercice protocolaire. La Communauté française est vraiment engagée, avec le Maroc, dans un travail de suivi.

Je me réjouis des trois thèmes particulièrement mis en avant par notre président. La Communauté française sait qu'elle a besoin d'alliés au sein de la Francophonie et des instances internationales pour que des processus, tels que celui de Bamako, soient poursuivis. La démocratie est en effet en difficulté dans de nombreux pays et quand on défend la diversité culturelle et d'autres options semblables, il est extrêmement important de disposer d'alliés.

La lutte contre la pauvreté dans le cadre du développement durable est un enjeu essentiel. On sait notamment que le développement du tourisme peut mal tourner, des événements tragiques récents l'ont encore rappelé. Cette coopération, la lutte contre la pauvreté, le développement durable et équilibré, la lutte contre l'inégalité sociale sont très importants.

Enfin, en tant que coordinateur du réseau de lutte contre le sida au sein de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, je ne puis que me réjouir que la thématique sida-santé ait été aussi l'objet de ces rencontres. Je vous remercie donc, monsieur le président, et je suis heureux que la Communauté française fasse preuve d'un engagement réel au-delà de ce qui pourrait être des manifestations protocolaires. Je rejoins le souci du président de la section belge de l'APF, M. Bouchat, lequel insiste toujours pour que l'on soit concret au-delà des grands discours.

Mme la présidente. – La discussion est close. Plus personne ne demandant la parole, je vous propose d'adopter les résolutions telles qu'elles figurent dans le document n°228. (*Assentiment.*) Elles figureront en annexe au compte rendu de la présente séance.

(*M. Jean-François Istasse, président, reprend la présidence du parlement.*)

M. le président. – Je propose de suspendre la séance jusqu'à 16 heures.

La séance est suspendue.

- La séance est suspendue à 15 h 30.